

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)
MARCHE N°2026-PA06**

**MAITRE D'OUVRAGE :
VETAGRO SUP 1 avenue Bourgelat 69280 Marcy l'Etoile**

**OPERATION:
TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU BATIMENT PRINCIPAL DU
CAMPUS AGRONOMIQUE DE VETAGRO SUP (CPER)
- Lempdes (63)**

Représentante du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de VetAgro Sup, Mireille BOSSY, nommée par décret du Président de la République en date du 22 novembre 2021

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. OBJET DU MARCHE-EMPLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.2. PROCEDURE DE CONSULTATION	4
1.3. DIVISION EN LOTS	4
1.4. MAITRISE D'ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS.....	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
2.1. -PIECES CONTRACTUELLES.....	5
2.2. - PIECES GENERALES	5
ARTICLE 3 : DUREE ET DELAIS	5
3.1. DUREE DU MARCHE	5
3.2. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	5
3.2.1 Délai global d'exécution du marché	5
3.2.2 Délai d'exécution des travaux.....	5
3.2.3 Calendrier détaillé d'exécution des travaux	6
3.2.4 prolongation des délais d'exécution.....	6
ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	6
4.1. – COTRAITANCE	6
4.2. – SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 5 : PRIX.....	6
5.1. - CONTENU DES PRIX.....	6
5.2. -VARIATION DES PRIX.....	7
Article 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES	7
6.1. AVANCE FORFAITAIRE	7
6.2 ACOMPTE.....	7
6.3 PROJETS DE DECOMPTE/ ETAT D'ACOMPTE.....	8
6.3.1 Mentions obligatoires.....	8
6.3.2 projet de décompte /état d'acompte	8
6.3.3 Décompte final	8
6.4 PAIEMENT	8
6.4.1 Généralités.....	8
6.4.2 Paiement des cotraitants	9
6.4.3 Paiement des sous-traitants	9
ARTICLE 7 : PENALITES	9
7.1. PENALITES	9
7.1.1. Pénalités de retard.....	9
7.1.2. Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail	10
7.1.3. Pénalités relatives à la clause sociale d'insertion	10
7.1.4. Pénalités relatives à la charte de chantier vert.....	10
7.1.5. Autres pénalités	10
7.2. PRIME D'AVANCES	11

ARTICLE 8 : GARANTIE	11
8.1. RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	11
8.2. DELAI DE GARANTIE /GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	11
ARTICLE 9 : CLAUSES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHÉ	11
9.1. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	11
9.1.1. Modalités d'exécution de la clause sociale d'insertion	11
9.1.2. Désignation et rôle des facilitateurs	12
9.1.3. Suivi, évaluation et contrôle de l'action d'insertion	13
9.1.4. Conditions d'éligibilité des bénéficiaires de la clause sociale d'insertion	14
9.1.5. Durée d'éligibilité des bénéficiaires de la clause sociale d'insertion	15
9.1.6. Principe de mutualisation des heures d'insertion	15
9.2. CONDITION D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALE	15
ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHÉ.....	15
10.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX -OBLIGATION DE CONSEIL	15
10.2– OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET DISCRETION	16
ARTICLE 11 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	16
11.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	16
11.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
11.3. ECHANTILLONS	16
ARTICLE 12 : DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	17
12.1. ASSURANCES.....	17
12.2. PERIODE DE PREPARATION.....	17
12.3. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	18
12.4. PLANS D'EXECUTION - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES - ETUDES DE DETAIL	18
12.5. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	18
12.6. GESTION DES DECHETS	18
12.7. DEGATS ET SOUSTRACTION	19
12.8. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	19
ARTICLE 13 : CONTROLE ET RECEPTION DE TRAVAUX.....	19
13.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	19
13.2. REPLIEMENT DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	19
13.3. RECEPTION	19
13.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	20
ARTICLE 14 – LITIGES	20
ARTICLE 15– DEROGATIONS AU C.C.A.G.-Travaux.....	20

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ-EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.A.P.) concernent la réhabilitation du bâtiment principal du campus agronomique de VetAgro Sup, situé à Lempdes (63). Le marché comporte une prestation supplémentaire éventuelle que le candidat doit impérativement chiffrer et que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non au moment de l'attribution du marché.

Les travaux se feront en site occupé.

La présente opération est soumise à **une clause sociale heures d'insertion** visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés (voir article 9.1).

Le présent marché fait l'objet d'un financement CPER.

Adresse du chantier

VetAgro Sup – Campus agronomique – 89 avenue de l'Europe 63 370 Lempdes

La description des ouvrages ainsi que leurs spécifications techniques sont définies dans les descriptifs joints à la consultation.

1.2. PROCÉDURE DE CONSULTATION

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande Publique.

1.3. DIVISION EN LOTS

Le présent marché est divisé en 10 lots, désignés ci-dessous :

Lot n°1 : bâtiments modulaires provisoires

Lot n°2 : désamiantage

Lot n°3 : déconstruction - fondations - gros œuvre - charpente métallique – façades

Lot n°4 : murs à ossature bois - bardage bois

Lot n°5 : menuiseries extérieures aluminium – occultations

Lot n°6 : menuiseries intérieures bois-agencement

Lot n°7 : cloisons - doublages - plafonds – peinture- nettoyage

Lot n°8 : sols durs-sols souples

Lot n°9 : CVC-PB

Lot n°10 : électricité CFO/CFa

1.4. MAÎTRISE D'ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS

Equipe de maîtrise d'œuvre :

B CUBE architectes (architecte) 65 rue Hénou 69 004 Lyon

PROCOBAT (économiste de la construction et O.P.C.) : 10 avenue des Canuts- Immeuble Woopa - 69120 Vaulx En Velin

CETIS (B.E. structure) 3 rue de la Dombes - 01700 Neyron

B27 (B.E. fluides thermique QEB) 59 boulevard Marius Vivier-Merle 69003 Lyon

Allegro (B.E. acoustique) 18 rue Colonel Quantin - 21000 Dijon

Missions: DIAG, AVP, PRO, ACT, SYNTH, VISA, DET, AOR +OPC +CSSI

Coordination Sécurité et Protection de la santé: Mathias Nguyen Van (Apave Infrastructures et Construction/ agence IC Centre Massif Central 30 boulevard M. Pourchon 63 039 Clermont-Ferrand cedex 2)
Catégorie 2

Contrôle technique : Marine Bernard (Apave Infrastructures et Construction /agence IC Centre Massif Central 30 boulevard M. Pourchon 63 039 Clermont-Ferrand cedex 2)

Missions: L+ LE+ PS+SEI+Av+ F+Hand-ERP+VI/VIMS des installations électriques ERT

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1. -PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradictions entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- 1- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- 4- le Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- 5- le RICT (s'il en est établi un)
- 6- le PGC (s'il en est établi un)
- 7- la décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- 8- les carnets de plans
- 9- le calendrier prévisionnel d'exécution
- 10- le cahier des charges SSI existant
- 11- la charte chantier vert
- 12- l'offre technique du titulaire
- 13- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2.2. - PIECES GENERALES

L'ensemble des codes, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, DTU, CPT, règles de calcul, normes et Eurocodes applicables aux travaux objets du présent marché.

ARTICLE 3 : DUREE ET DELAIS

3.1. DUREE DU MARCHE

Chaque lot est conclu pour la durée estimative prévue au planning joint dans le cadre du D.C.E. Pour autant, la durée maximale du chantier ne devra pas excéder le délai repris au 3.2.1.

3.2. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

3.2.1 Délai global d'exécution du marché

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 24 mois, à dater de l'ordre de service de démarrage, y compris le délai de préparation (5 semaines) et de repli du chantier (voir planning prévisionnel).

Les travaux sont mis en œuvre et planifiés avec le Maître d'Ouvrage de manière à occasionner le moins de nuisances possibles pour les usagers des locaux.

3.2.2 Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai global fixé à l'article 3.2.1, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux. Pour chaque lot, le maître d'œuvre délivre un ordre de service de démarrage des travaux.

3.2.3 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par le maître d'œuvre sur la base des calendriers fournis par chacun des titulaires des lots. Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages. Ils indiquent en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

3.2.4 prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux.

ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1. – COTRAITANCE

Quelle que soit la nature du groupement, le mandataire assure la coordination des entreprises et la représentation du groupement. Les prix sont réputés tenir compte de ces missions.

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, et en cas de défaillance du mandataire du groupement en cours d'exécution du marché, un nouveau mandataire est désigné dans les conditions de l'article 52.7 du C.C.A.G.-Travaux. Ce dernier ne se voit pas imposer une obligation de solidarité avec les autres cotraitants. Son rôle est limité à la représentation et la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur. Le mandataire représente également le groupement vis-à-vis de tous les intervenants visés au 1.3 ci-dessus.

4.2. – SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles 3.6 et 12.5 du C.C.A.G.-Travaux et des articles L2193-1 à 2193-12 et R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique

ARTICLE 5 : PRIX

5.1. - CONTENU DES PRIX

Le candidat s'engageant sur un prix global et forfaitaire est tenu de fournir la décomposition de ses prix unitaires dans son offre, sous peine de nullité de l'offre. Il est supposé avoir contrôlé les quantités portées sur le D.P.G.F. et ne pourra, après remise de son offre, prétendre à des suppléments pour omission ou mauvaise évaluation. Il est rappelé que la non désignation explicite de certaines fournitures concernant la mise en œuvre, les éléments d'ouvrage, dans le libellé du bordereau de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.), ne pourra être invoquée par le titulaire.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. en tenant compte des sujétions que peut entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés à l'article 1.3.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par le prix global et forfaitaire figurant dans son acte d'engagement.

Les prix comprennent les dépenses liées aux mesures particulières à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, ainsi que les éventuelles dépenses communes de chantier.

Aucun travail supplémentaire ne pourra donner lieu à rémunération si le titulaire n'a pas reçu un ordre de service écrit à l'appui d'un devis chiffré et soumis à l'acceptation du Maître d'Ouvrage.

5.2. -VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2026, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et révisibles selon la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (I_r / I_0))$$

P_0 : prix initial du marché

P_r : prix révisé du marché

I_0 : valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix (mois zéro)

I_r : valeur de l'index de référence du mois de révision des prix

INDEX BT DE REFERENCE:

Lot n°1 : bâtiments modulaires provisoires : BT01 Tous corps d'état

Lot n°2 : Désamiantage : BT01 Tous corps d'état

Lot n°3 : Déconstruction - fondations - gros œuvre - charpente métallique – façades : BT01 Tous corps d'état

Lot n°4 : Murs à ossature bois - Bardage bois : BT 54 Ossature Bois

Lot n°5 : Menuiseries extérieures aluminium – Occultations : BT43 Menuiseries Aluminium

Lot n°6 : Menuiseries intérieures bois – Agencement : BT18a Menuiserie intérieure

Lot n°7 : Cloisons - doublages - plafonds - peinture nettoyage : BT08 Plâtre et préfabriqués

Lot n°8 : Sols durs - sols souples : 20% BT09 - Carrelage et revêtement céramique + 80% BT10 - Revêtements en plastiques

Lot n°9 : CVC-PB : 10% BT38 - Plomberie sanitaire +20% BT40 - Chauffage central + 70% BT41 - Ventilation et conditionnement d'air

Lot n°10 : Electricité CFO/CFa : BT47 – Electricité

Article 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1. AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'option B de l'article 10.1. du C.C.A.G.-Travaux, lorsqu'en application du Code de la Commande Publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance.

6.2 ACOMPTES

Conformément aux articles R.2191-20 et suivants du Code de la Commande Publique, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées, elles peuvent donner lieu au versement d'acomptes, lesquels n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Il n'est pas prévu d'acomptes sur approvisionnements.

6.3 PROJETS DE DECOMPTE/ ETAT D'ACOMPTE

6.3.1 Mentions obligatoires

Outre les mentions légales, les projets de décomptes porteront les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur.

6.3.2 projet de décompte /état d'acompte

Les demandes de paiement seront présentées sous la forme d'un projet de décompte, dans les conditions prévues à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Par dérogation aux articles 12.1.7 et 12.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, si le titulaire n'indique pas dans ses demandes de paiement la révision provisoire, il est considéré comme ayant renoncé à celle-ci. Dans tous les cas, la révision définitive sera réalisée lors du décompte général et définitif.

En début de marché, seront transmis au titulaire les éléments nécessaires au dépôt de ses factures sur Chorus pro (n° de SIRET, n° d'EJ et code service).

1. L'entreprise transmet à la maîtrise d'œuvre son projet de décompte pour validation par mail à l'adresse suivante : c.brellier@bcube.fr
2. Si celle-ci est conforme à l'avancement, le maître d'œuvre édite l'état d'acompte prévu à l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux ;
3. Le maître d'œuvre transmet l'état d'acompte et le projet de décompte validé à l'entreprise qui dépose ces documents sur Chorus pro ;
4. Le maître d'ouvrage traite l'état d'acompte mensuel comme prévu à l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux.

6.3.3 Décompte final

Le projet de décompte est établi et traité selon les dispositions des articles 12.3 et 12.4 du C.C.A.G.-Travaux. En complément de ces dernières, le décompte final ne pourra être établi que si les éléments nécessaires à la réalisation des D.O.E. et D.I.U.O. ont été fournis.

6.4 PAIEMENT

6.4.1 Généralités

Le Maître d'Ouvrage procédera au mandatement de la somme selon les règles de la comptabilité publique.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, une fois que le « service fait » a été validé (constatation de la conformité de l'exécution de la prestation).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Directrice Générale de VetAgro Sup.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent comptable de VetAgro Sup.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est la Directrice Générale ou le Secrétaire Général de VetAgro Sup.

NOTA IMPORTANT :

Le règlement des acomptes et décompte définitif est subordonné à la présentation des attestations d'assurances responsabilité civile et décennale à jour.

6.4.2 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du C.C.A.G.-Travaux.

6.4.3 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au représentant du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au représentant du pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le représentant du pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance. Si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des titulaires groupés.

En aucun cas, un sous-traitant occulte ne pourra demander postérieurement à la signature des marchés de règlement direct par le Maître d'Ouvrage si cette procédure n'a pas été mise en place à la signature des marchés.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1. PENALITES

7.1.1. Pénalités de retard

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19.2.3. du C.C.A.G.-Travaux, le montant de la pénalité en cas de non-respect des délais d'exécution, y compris partiels, des travaux est fixée à 250 euros par jour de calendrier de retard. Ces pénalités seront déduites des acomptes et décomptes définitifs.

Par dérogation à l'article 19.2.1. du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités de retard seront dues au premier euro, sans seuil d'exonération.

7.1.2. Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail

Le montant des pénalités encourues par le titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, est fixé à 5 % du montant total du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail.

7.1.3. Pénalités relatives à la clause sociale d'insertion

Lors des contrôles mensuels ou trimestriels de l'action d'insertion et à l'occasion de la réception des travaux, un bilan intermédiaire et/ou final des opérations d'insertion sera dressé.

- La simple constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise ou non-exécution des conditions du marché par l'entreprise peut entraîner une pénalité de 50€ par heure d'insertion non réalisée.
- En cas de non-transmission des renseignements cités à l'article 9.1.3 du présent C.C.A.P., le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 50€.
- En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale « heures d'insertion », le titulaire se voit appliquer, une pénalité forfaitaire d'un montant de 50€.

Ces pénalités peuvent ne pas être appliquées dans les cas mentionnés à l'article 9.1.3 du présent C.C.A.P. (« Cas particulier menant à la suspension ou à la suppression de la clause sociale d'insertion, sans application de pénalités »).

7.1.4. Pénalités relatives à la charte de chantier vert

Des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des prescriptions de la charte suivant les montants ci-après. En cas d'infractions répétées, les pénalités appliquées seront doublées à chaque répétition.

- Présence de déchets dans une benne non appropriée : 400 € HT par benne mal triée, en plus du coût du déclassement de la benne.
- Stockage de produits, de déchets ou de matériels en dehors des zones prévues, notamment pour les produits polluants : 300 € HT pour jour de stockage.
- Non-respect du nettoyage de chantier ou de la voirie autour du chantier : 400 € HT en plus de l'obligation de nettoyage.
- Non-respect de toute autre disposition préconisée dans la charte : 200 € HT par infraction constatée, les remises en conformité restant dues.

A la suite d'un compte-rendu ou un email constatant le manquement, l'entreprise disposera d'un délai de 48 heures ouvrables pour se mettre en conformité, avant application des pénalités. Si l'entreprise ne défère pas aux demandes de nettoyage ou de mise en conformité par rapport à la charte, le nettoyage ou autres actions de mise en conformité par rapport à la charte sera réalisé par une entreprise extérieure et imputé aux entreprises défaillantes sur proposition de la maîtrise d'œuvre.

7.1.5. Autres pénalités

En complément des pénalités prévues à l'article 19-2 du C.C.A.G-Travaux, les pénalités suivantes seront appliquées :

- une pénalité de 100€ HT (cent euros) pour chaque absence à une réunion provoquée par le maître d'œuvre à laquelle l'entrepreneur était expressément convoqué ;
- une pénalité de 100€ HT (cent euros) par jour de calendrier de retard en cas de non-respect des délais de remise des documents, dont le DOE ;
- une pénalité de 1000€ HT (mille euros) pour non déclaration de sous-traitant si le titulaire ne s'acquitte pas des obligations relatives aux déclarations de sous-traitance ; elle sera appliqué après constat de la présence d'un sous-traitant non déclaré.
- Une pénalité de 5000€ HT (cinq-mille euros) en cas de rupture de la fibre optique imputable à une entreprise pendant les travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G-Travaux, le titulaire sera exonéré des pénalités ci-dessus si leur montant total ne dépasse pas 500€ pour l'ensemble du marché.

7.2. PRIME D'AVANCES

Il n'est pas prévu de primes d'avances.

ARTICLE 8 : GARANTIE

8.1. RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

Une retenue de garantie conforme aux articles R2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique est à la charge du titulaire. Dans les conditions prévues aux articles R2191-36 et suivants, le titulaire pourra y substituer une garantie à première demande.

8.2. DELAI DE GARANTIE /GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est fixé à 1 an (12 mois). Le départ des garanties correspondra à la date d'effet de la réception.

Le titulaire assurera pendant l'année de garantie et ce gratuitement, l'entretien et la maintenance du matériel mis en place. Il devra également gratuitement au Maître d'Ouvrage les réparations autres que l'entretien courant, ainsi que la mise au point ou transformations nécessaires pour que les installations répondent aux critères de résultats et de fonctionnement normaux compte tenu de leur destination.

Toutes les interventions de maintenance demandées par l'utilisateur devront se faire dans les 24 heures, et en tout état de cause ne jamais empêcher le fonctionnement de l'établissement.

ARTICLE 9 : CLAUSES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHÉ

9.1. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

L'acheteur public impose la réalisation d'une clause sociale « heures d'insertion » afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Il confie aux facilitateurs de la Cellule Emploi Grands Chantiers (CEGC) le rôle d'interlocuteurs uniques pour le titulaire du marché dans la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion.

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec la Cellule Emploi Grands Chantiers (CEGC) afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause. Lorsque le titulaire propose de potentiels bénéficiaires, la CEGC vérifie leur éligibilité.

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'article 20 du C.C.A.G.-Travaux portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants :

9.1.1. Modalités d'exécution de la clause sociale d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion figurant dans le tableau ci-dessous. Celle-ci doit intervenir durant la période d'exécution du présent marché.

N° de lot	Intitulé du lot	Nombre d'heures d'insertion minimum Si offre de base	Nombre d'heures d'insertion minimum Si offre de base +PSE
Lot n°3	déconstruction - fondations - gros œuvre - charpente métallique – façades	424 heures	551 heures
Lot n°5	menuiseries extérieures aluminium – occultations	75 heures	89 heures

Lot n°6	menuiseries intérieures bois-agencement	197 heures	207 heures
Lot n°7	cloisons - doublages - plafonds – peinture- nettoyage	166 heures	173 heures
Lot n°8	sols durs-sols souples	62 heures	68 heures
Lot n°9	CVC-PB	243 heures	250 heures
Lot n°14	Électricité CFO/CFa	219 heures	228 heures

Quelle que soit l'option retenue, l'embauche doit être réalisée post-notification du marché, au cours de son exécution et en lien avec son objet.

L'exécution de cette clause prendra à minima une des formes suivantes :

1^{ère} option : Embauche directe par l'entreprise titulaire du marché, ou par ses sous-traitants d'une personne éligible (voir paragraphe 9.1.4 Conditions d'éligibilité).

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrats en alternance (d'apprentissage ou de professionnalisation), contrats aidés... A noter que dans le cadre de contrat de professionnalisation et de contrat d'apprentissage, les heures de formation réalisées durant le contrat sont valorisables au titre de la clause sociale d'insertion.

Le titulaire est libre du choix du profil embauché, sous réserve de son éligibilité, mais il s'engage dans la définition des missions et son intégration au sein de l'entreprise, de sorte que le candidat bénéficie d'une véritable insertion professionnelle.

2^{ème} option : Mise à disposition du titulaire de personnel éligible par une structure qualifiée.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI) ou d'un Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT). Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement du personnel éligible à l'insertion mis à disposition, qui sera encadré par le titulaire.

3^{ème} option : Recours à la co-traitance et à la sous-traitance à une structure parmi celles citées ci-après

Il peut s'agir du recours à une Entreprise d'Insertion (EI), à un Atelier Chantier d'Insertion (ACI), à une Entreprise Adaptée (EA), à un Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT), à une Entreprise d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI), à un Travailleur Indépendant Handicapé (TIH).

Le titulaire peut sous-traiter en partie ou totalité la part de travail réservée à l'action d'insertion. Il s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion entre titulaire et sous-traitant (qui doit être cohérente au regard des volumes financiers et de la nature des prestations confiées au sous-traitant). Le titulaire restant responsable de l'exécution du marché, de l'obligation d'insertion et des pénalités prévues en cas de manquement.

La forme d'insertion retenue au début du marché pourra être modifiée en cours d'exécution du marché au gré du titulaire, après validation de la Cellule Emploi Grands Chantiers.

9.1.2. Désignation et rôle des facilitateurs

Les facilitateurs de la CEGC sont joignables, pendant toute la durée du marché aux coordonnées suivantes :

Cellule Emploi Grands Chantiers

Adresse : 67 Boulevard François Mitterrand, 63000 Clermont-Ferrand

Adresse électronique de contact : plie@clermontmetropole.eu

Téléphone : 04 73 98 35 79

Les facilitateurs apportent un soutien méthodologique au titulaire du marché public pour l'aider à satisfaire les actions d'insertion. Ils répondent également aux demandes de conseils ou d'appuis formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion.

Appui et conseil

Pour ce faire, ils peuvent :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements par la diffusion d'offres d'emploi, la recherche et la présentation de candidats ;
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration;
- Apporter, si besoin est, des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises.

L'accompagnement par les facilitateurs de clauses sociales d'insertion offre l'opportunité de :

- Faciliter et favoriser le recrutement local par les entreprises et répondre à leurs besoins de main d'œuvre qualifiée pour la bonne réalisation de l'ensemble des prestations ;
- Contribuer à une meilleure insertion des demandeurs d'emploi, et participer, ainsi, à la lutte contre le chômage et l'exclusion ;
- Qualifier les publics en fonction des besoins exprimés par les professionnels et valider leurs acquis ;
- Sécuriser les parcours d'insertion par la pérennisation des emplois.

Lien avec les facilitateurs de clauses sociales d'insertion :

- Les facilitateurs sont conviés aux réunions de démarrage pour présenter la clause sociale d'insertion aux entreprises concernées.
- Les entreprises prennent contact avec les facilitateurs dans un délai d'un mois post-notification du marché (ou un mois avant leur intervention sur le marché), ou à défaut ces derniers prennent l'initiative de contacter les titulaires, s'en suit : (re)-présentation de la clause sociale d'insertion, échanges en vue de déterminer le choix de la modalité retenue, échanges en vue d'un éventuel recrutement, échanges autour de l'éligibilité à la clause sociale d'insertion.
- Pendant l'exécution du marché, les entreprises, leurs co-traitants ou sous-traitants ou des structures qualifiées fournissent les informations nécessaires au suivi de la clause aux facilitateurs.
- Un reporting des heures effectuées pourra être fait aux entreprises à tout moment, à leur demande.
- Les facilitateurs peuvent fournir aux entreprises, à leur demande, une "Attestation de réalisation des heures d'insertion" une fois que le quota des heures dues a été atteint.

9.1.3. Suivi, évaluation et contrôle de l'action d'insertion

Le titulaire, le sous-traitant ou la structure employeuse, produisent et transmettent à la CEGC tous les renseignements permettant la vérification de l'éligibilité à la clause sociale d'insertion et ceux relatifs à l'exécution des heures d'insertion, à savoir : le Nom/Prénom, la date de naissance, l'adresse, la nationalité, le niveau de qualification, au besoin le numéro de sécurité sociale, le type de contrat, la date de début et de fin de contrat, le poste occupé ainsi que les heures réalisées mensuellement. Ces informations peuvent être retrouvées dans les documents ci-dessous, pouvant être adressés au facilitateur :

- Le CV
- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche, le type de contrat, la date d'embauche et la date de fin éventuelle et les heures de travail mensuelles).
- Les fiches de paie, au besoin.

Le manquement avéré du titulaire à son action d'insertion, ou le refus caractérisé de transmission d'information, peut entraîner l'application de pénalités définies à l'article 7.1.3. du présent C.C.A.P.

En tout état de cause, à partir du moment où le titulaire ne peut plus assurer son engagement, il doit informer par courrier le maître d'ouvrage et le CEGC. Dans ce cas, la CEGC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Cas particulier menant à la suspension ou à la suppression de la clause sociale d'insertion, sans application de pénalités

En cas de difficultés rencontrées par le titulaire dans la mise en œuvre de son engagement, celui-ci doit les porter à la connaissance de l'acheteur public et du facilitateur de la CEGC. Dans ce cas, l'acheteur public et le facilitateur, étudient au cas par cas avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur public la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause sociale d'insertion.

Après réception de la demande et des justificatifs, la CEGC procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause sociale d'insertion.

Dès lors, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause sociale d'insertion si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

9.1.4. Conditions d'éligibilité des bénéficiaires de la clause sociale d'insertion

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - o Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - o Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

La liste des structures du handicap et de l'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par le facilitateur.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi ;
- Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) inscrits à France Travail ;
- Jeunes en suivi renforcé de type Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA), Service Militaire Adapté (SMA), Service Militaire Volontaire (SMV), en parcours Contrat Engagement Jeune (CEJ) ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

9.1.5. Durée d'éligibilité des bénéficiaires de la clause sociale d'insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales heures d'insertion pour une durée de 24 mois. Ainsi, les heures d'insertion réalisées par celle-ci peuvent être valorisées dans le cadre des clauses sociales d'insertion durant toute cette période.

Dans le cas d'une embauche en CDI à la suite d'un CDD ou d'une mise à disposition, les heures de travail réalisées pourront être valorisées 12 mois de plus, dans une limite d'éligibilité de 36 mois.

9.1.6. Principe de mutualisation des heures d'insertion

Afin de favoriser la construction de parcours longs, qualifiants et menant à l'emploi durable, les acheteurs publics du territoire valident un principe de mutualisation des heures d'insertion. Ainsi, le contrat de travail d'un candidat embauché par une entreprise dans le cadre d'une clause sociale « heures d'insertion », pourra être valorisé lors de son intervention sur ses autres marchés comportant une même clause, même si l'embauche n'est pas postérieure à la notification du marché.

La première embauche effectuée dans le cadre d'une mutualisation, devra se faire post-notification d'un marché comportant une clause sociale « heures d'insertion ».

La valorisation d'heures dans le cadre de la mutualisation devra être actée après validation de l'éligibilité du candidat par un facilitateur de la CEGC.

9.2. CONDITION D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALE

Le présent marché comporte une condition d'exécution environnementale : le titulaire de chaque lot devra signer la charte « chantier vert » les engageant à respecter et à faire respecter par leurs employés et sous-traitants les prescriptions y figurant.

ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHE

10.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - OBLIGATION DE CONSEIL

Avant la remise des offres, le titulaire est réputé :

- Avoir pris connaissance des plans de situation des sites concernés et documents utiles à la réalisation des travaux, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;

- Avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées etc...) ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires ;
- Avoir vérifié toutes les dimensions et les différences constatées avec celles portées sur les documents de consultation.

Au cours de l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit signaler tous éléments de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.2– OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET DISCRETION

1) Les fournisseurs qui ont eu, soit avant la passation d'un marché, soit au cours de son exécution, communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Les renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à qui que ce soit, en dehors des personnes ayant qualité pour les connaître.

Tout titulaire de marché est tenu, en outre, de considérer comme confidentiels tous les renseignements qu'il peut recueillir en raison de sa situation de fournisseur.

2) Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement de la manière indiquée à l'article 50.3 alinéa j) du C.C.A.G.-Travaux prévoyant la résiliation du marché aux torts du titulaire sans indemnités.

ARTICLE 11 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

11.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe, le cas échéant, la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

11.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les essais et contrôles obligatoires seront dus par le titulaire, conformément à l'article 24 du C.C.A.G.-Travaux et au C.C.T.P.

11.3. ECHANTILLONS

Conformément à l'article 24.5 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire est tenu de fournir dans un délai de 15 jours à compter de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage.

ARTICLE 12 : DEROULEMENT DES TRAVAUX

12.1. ASSURANCES

Conformément à l'article 8.1 du C.C.A.G.-Travaux, à compter de la **notification du marché**, et **avant tout commencement d'exécution**, le titulaire ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil et ce, conformément à la loi n° 78.12 du 4/01/1978.

Le titulaire devra justifier qu'il est également assuré contre les dommages susceptibles d'être causés aux ouvrages existants sur le site, tant au cours de l'exécution des travaux que pendant la période décennale consécutive à la réception de ceux-ci.

12.2. PERIODE DE PREPARATION

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

- Par le maître de l'ouvrage :

- l'autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

- Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier.

- Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

A ce titre, et conformément à la réglementation (art. L.8291-1 du code du travail), chaque intervenant sur le site doit obligatoirement être muni de la carte d'identification professionnelle BTP (ou, à défaut, d'une attestation provisoire), et être en mesure de la présenter à toute demande des agents de contrôle des services de l'Etat ou du maître d'ouvrage.

- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du C.C.A.G.-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;

- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, co-traitant et sous-traitant.

12.3. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Afin d'assurer le bon déroulement du chantier et la coordination entre les entreprises, la maîtrise d'œuvre organise des rendez-vous de chantier hebdomadaires. Les convocations à celles-ci ont valeur contractuelle. En cas d'absence du représentant qualifié du titulaire aux réunions de chantier, aux réunions organisées par le C.S.P.S. (visites préalables, inspections communes...), ou autres réunions où le titulaire sera convoqué par mail ou compte-rendu de la précédente réunion, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 7.1.3. du présent C.C.A.P.

Les réunions de chantier feront l'objet d'un compte-rendu établi par le maître d'œuvre qui sera diffusé de manière dématérialisée (courrier électronique) à l'ensemble des parties. Le compte-rendu aura une valeur contractuelle et devra être contesté, le cas échéant, dans les 5 jours ouvrables après sa diffusion.

12.4. PLANS D'EXECUTION - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES - ETUDES DE DETAIL

Le maitre d'œuvre est titulaire d'une mission type loi MOP Base VISA + OPC

Les études techniques et plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées (STD), études de détail éventuellement destinées à compléter les documents techniques visés au §2.1. ci-dessus, sont à la charge de l'entreprise qui devra en fournir copie au Bureau d'études, Bureau de contrôle et au Maître d'Œuvre pour avis avant exécution.

Les plans de fabrication sont à la charge du titulaire, ils doivent être soumis à l'acceptation préalable du Bureau d'études, conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G.-Travaux.

12.5. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux définis par la loi n°93-1418 du 31-12-93 et du décret n° 94-1159 du 26-12-94 concernant la sécurité et l'hygiène des chantiers.

Outre ces principes, le titulaire s'engage à :

- donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre;
- communiquer un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) au maître d'ouvrage au cours de la période de préparation du chantier.
- demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent au maître d'ouvrage, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

12.6. GESTION DES DECHETS

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

L'élimination des déchets suivant leur nature et l'avancement du chantier, sera mise en place et organisée suivant un protocole à déterminer en début de chantier entre les parties (maître d'œuvre, maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS, les entreprises de travaux et le prestataire « déchets ») ;

12.7. DEGATS ET SOUSTRACTION

Le titulaire sera responsable de tous les dégâts survenus sur le chantier et pendant le cours des travaux, soit du fait de ses ouvriers, soit des personnes qui auraient pu s'introduire dans le chantier, comme aussi, toute détérioration ou soustraction faite à l'édifice.

12.8. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le délai nécessaire est inclus dans le délai contractuel.

Pour le nettoyage de chantier :

- Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais ;
- Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la mise en état des installations qu'il a salies ou détériorées, ainsi que l'évacuation à la décharge publique de ses déblais et gravats.

ARTICLE 13 : CONTROLE ET RECEPTION DE TRAVAUX

13.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages prévus par les documents techniques du marché seront assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant. En outre, les entreprises sont tenues de se soumettre aux contrôles et de répondre aux demandes de renseignements.

13.2. REPLIEMENT DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

13.3. RECEPTION

La procédure de réception se déroule conformément à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux. La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.G. et C.C.T.P.

Si, lors de la réception de fin de chantier des omissions, imperfections ou malfaçons étaient constatées dans certains ouvrages, le titulaire serait tenu d'y remédier dans un délai maximum de 1 mois.

Dans le cas où des défauts se révéleraient pendant le délai de garantie fixé à 1 an, le titulaire sera tenu d'y remédier conformément à l'article 44 du C.C.A.G.- Travaux.

Tout problème signalé à l'entrepreneur dans le cadre de l'année de parfait achèvement devra être réglé sous un mois ou selon les stipulations d'éventuels ordres de service. A défaut et après mise en demeure restée sans effet, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable, l'ensemble à valoir sur la retenue de garantie ou à prélever sur la garantie à 1^{ère} demande.

Dans le cas d'installations prioritaires (énergie, fluides, détention incendie, désenfumage, anti-intrusion), l'intervention devra être immédiate.

13.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.- Travaux, devront être remis au Maître d'Ouvrage dans les délais prescrits par l'article précité.

Sont notamment à fournir par les entreprises :

- Dossier des Ouvrages Exécutés y compris repérage des réseaux
- Notices d'entretien de l'ensemble des appareillages
- Ensemble des P.V. et tests demandés par les bureaux d'études
- Ensemble des P.V. et tests demandés par le bureau de contrôle
- Ensemble des P.V. et tests demandés par la commission de sécurité
- Ensemble des renseignements demandés par le contrôleur SPS en vue de la constitution du DIUO.

Tous les plans qui ont été nécessaires à l'élaboration du chantier doivent être joints à ce dossier.

Chaque Dossier des Ouvrages Exécutés sera fourni en 3 exemplaires sur support papier et 1 au format informatique à la maîtrise d'œuvre.

Tout retard dans la remise des documents fera l'objet des pénalités de retard prévues à l'article 7.1.3 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 14 – LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 15– DEROGATIONS AU C.C.A.G.-Travaux

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) qui divergent de celles énoncées au C.C.A.G.-Travaux, se substituent à ces dernières :

- L'article 2.1. déroge à l'article 4.1 (ordre de priorité des pièces contractuelles) ;
- L'article 6.3.2. complète les articles 12.1 et 12.2 (modalités de transmission de la demande de paiement) et déroge aux articles 12.1.7 et 12.2.1 (révision provisoire);
- L'article 6.4.2. complète l'article 10.7 (cotraitance);
- L'article 7.1.1. déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.3 (suppression du seuil d'exonération ; calcul des pénalités de retard)
- Les articles 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4. et 7.1.5 complètent l'article 19.2 (pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail, pénalités relatives à la clause sociale d'insertion, pénalités relatives à la charte chantier vert, pénalités diverses).